



MAPA DE TRAVAUX

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

**COMMUNE DE VALBONNE
B.P 109
06902 VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS**

**CONSTRUCTION D'UN PIGEONNIER
VILLAGE DE VALBONNE**

**MAPA passé en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la
Commande Publique**

**Direction des Services Techniques et de l'Environnement
2025**

Table des matières	2
Table des matières	2
ARTICLE 1 - PRESENTATION GENERALE DU CONTRAT	3
1-1 Objet du marché	3
1-2 Procédure de consultation	3
1-3 Emploi de la langue française	3
1-4 Protection des données personnelles	3
1-5 Sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire	3
1.6. Cotraitance	3
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
2-1 Pièces générales	4
2-2 Pièces contractuelles particulières	4
ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHÉ – MODALITES DE RECONDUCTION	4
3-1 Durée du marché	4
3-2 Garantie	5
ARTICLE 4 – PRIX	5
4-1 Caractéristiques des prix pratiqués	5
4-2 Modalités de variation des prix	6
ARTICLE 5 – GARANTIES FINANCIERES	7
ARTICLE 6 – AVANCE	7
ARTICLE 7 - PENALITES	7
7.1– Pénalités de retard	7
7.2– Pénalité pour travail dissimulé	8
7.3– Pénalités absences réunion de chantier	8
7.4- Infractions aux prescriptions de chantiers	8
7.5- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	8
7.6- Délais et retenues pour remise des documents	8
7.7- Groupement	9
ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINANCIERES	9
8-1 Monnaie de compte du marché	9
8-2 Mandatement	9
8-3 Demande de paiement	9
8-4 Paiement	10
8-5 – Paiements des cotraitants et des sous-traitants	10
ARTICLE 9 – OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	11
ARTICLE 10 - ASSURANCE	11
10.1– Assurance de responsabilité civile professionnelle	11
10.1– Assurance de responsabilité civile décennale	11
ARTICLE 11 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
11.1– Caractéristiques des matériaux et produits	12
11.2– Préparation et coordination des travaux	12
11.3– Etudes d'exécution	13
11.4– Installation et organisation du chantier	13
11.5– Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	13
11.6– Réception des travaux	14
11.7 – Prolongation de délais	14
ARTICLE 12 – GARANTIE DES PRESTATIONS	15
ARTICLE 13 – RESILIATION	15
ARTICLE 14 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	15
ARTICLE 15 – CESSION DU MARCHÉ	16
ARTICLE 16 – MODIFICATIONS APORTEES A LA FORME JURIDIQUE DE L'ENTREPRISE	16
ARTICLE 17 – CLAUSES DE REEXAMEN	16
ARTICLE 18 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	17
ARTICLE 19 – RECOURS	17
ARTICLE 20 - DEROGATIONS	18

ARTICLE 1 - PRESENTATION GENERALE DU CONTRAT

1-1 Objet du marché

Les stipulations de présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concerne les travaux de Fabrication et pose d'un nouveau Pigeonniers sur le Village de la Commune de VALBONNE.

1-2 Procédure de consultation

La présente consultation donnera lieu à l'établissement d'un marché à procédure adaptée, conformément aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la Commande Publique.

Décomposition en lots :

Lot unique

Décomposition en tranche de travaux :

Lot unique

Tranche Ferme : Fabrication et installation du pigeonnier

Tranche Optionnelle 1 : Démontage Pigeonnier existant et fondation du futur pigeonnier.

Prestations supplémentaires :

Sans objet

1-3 Emploi de la langue française

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi 94-655 du 4 août 1994, l'emploi de la langue française est obligatoire pour l'établissement de tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent marché.

1-4 Protection des données personnelles

En application de l'article 5.2 du CCAG-Travaux, dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le titulaire déclare parfaitement connaître et appliquer les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

1-5 Sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire

Application de l'article 50 du CCAG-Travaux.

1.6. Cotraitance

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R. 2142-19 et suivants du Code de la Commande Publique et par l'article 3.5 du CCAG-Travaux.

Ces dispositions sont complétées par les éléments suivants :

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des autres membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant de l'Acheteur Public jusqu'à la date, définie à l'article 44.1 du CCAG-Travaux, à laquelle ces obligations prennent fin.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles constitutives du marché sont les suivantes :

2-1 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux,

Les pièces générales ne sont pas jointes matériellement au dossier. Ce sont des documents contractuels réputés connus des parties contractantes.

2-2 Pièces contractuelles particulières

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) dont l'exemplaire conservé par la Collectivité fait seul foi,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), dont l'exemplaire conservé par la Collectivité fait seul foi,
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.),
- Le Règlement de la Consultation (RC),
- Le cadre de mémoire technique complété par le Titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications, postérieurs à la notification du marché.

(* Les D.P.G.F n'ont de valeur contractuelle que pour l'établissement des situations de travaux, l'application éventuelle des variations de prix et, le cas échéant, l'estimation des travaux modificatifs en application de l'article 14 du C.C.A.G. Les quantités d'ouvrages figurant sur ce document n'ont qu'une valeur indicative et ne pourront en aucun cas servir de prétexte à l'Entrepreneur pour remettre en cause la nature des prestations lui incombant ou le prix forfaitaire indiqué dans l'Acte d'Engagement.)

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre du Titulaire puis durant l'exécution du marché, n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché.

Toute clause limitative de responsabilité du Titulaire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHE – MODALITES DE RECONDUCTION -

3-1 Durée du marché

Délais travaux maximum de 15 semaines à partir de la notification.

- 4 semaines : étude d'exécution et dans le même temps 2 semaines : démontage / démolition
- 8 semaines : fondation. / Fabrication
- 1 semaines : pose
- 2 semaines : finition et replis.

Le délai global du marché est donc de 15 semaines.

Date limite d'affermissement pour la tranche optionnelle est de 4 semaines à partir de la notification

La tranche optionnelle aura le délai suivant :Durée : 2 semaines à partir de l'OS d'affermissement de la tranche.

Ces délais pourront être concomitant avec les délais de la tranche ferme, si le titulaire estime qu'il augmente aussi la durée du chantier il devra prévoir dans son prix pour les tranche ferme les délais complémentaires d'installation de chantier.

3-2 Garantie

Le pigeonnier sera garanti 10 ans, pièces et mains d'œuvre.

ARTICLE 4 – PRIX

4-1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix définis dans le présent marché sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

1. de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
2. de phénomènes naturels ;
3. de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
4. des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
5. de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.
6. des sujétions qui peuvent se produire au cours du chantier, compte tenu de la période d'exécution, de telle façon que les ouvrages soient livrés prêts à être utilisés ; impliquant de la part de l'entrepreneur d'évaluer les moyens matériels et humains à mettre en œuvre pour respecter les délais impartis dans le respect des lois sociales en vigueur au moment des travaux.

L'entrepreneur doit comprendre dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les ouvrages indispensables à la réalisation et à l'achèvement complet de l'ouvrage décrit, au sens habituel des règles de l'art et à l'atteinte de l'obligation de résultat.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés conjoints, les prix des prestations attribuées à chaque entrepreneur dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque entrepreneur peut être appelé à rembourser au mandataire.

Dans ce cas, les prix des travaux attribués au mandataire sont réputés comprendre, en sus, les dépenses et marge touchant les prestations complémentaires suivantes :

7. la construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;
8. le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure ;

9. les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

Il est précisé que les dépenses résultant de l'action de coordination des entrepreneurs conjoints par le mandataire sont réputées couvertes par les prix des travaux qui lui sont attribués.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

4-2 Modalités de variation des prix

En respect de l'article R. 2112-9 et suivants du Code de la Commande Publique, le présent marché est conclu à prix fermes et actualisables.

La date d'établissement des prix initiaux correspond à la date limite de réception des offres établie dans l'appel à la concurrence ou les documents de consultation du marché.

Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est la date limite de remise de l'offre finale arrêtée par le maître d'ouvrage.

L'actualisation des prix pourra être opérée si un délai supérieur à trois (03) mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations :

Cette actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois (03) mois à la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation se fait en appliquant du coefficient établi à partir de l'index de référence

BT16b : Charpente Bois

Ces valeurs sont consultables via l'adresse Internet suivante :

<https://www.insee.fr/fr/information/2860814>

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres et signature de l'acte d'engagement par l'entrepreneur ; ce mois est appelé « mois zéro »

L'actualisation des prix s'effectuera par application d'un coefficient donné par la formule :

$Pa = 0.7 Po + 0.3 Po \times \frac{Im-3}{Io}$

Po = prix initial du marché hors T.V.A.

Pa = prix actualisés hors T.V.A.

Im-3 = indice BT m-3

Io = indice BT m0

Sous réserve que le mois « m » du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois Mo.

Le mois Mo est le mois d'établissement des prix porté à l'acte d'engagement.

Cette actualisation sera faite selon la nature des travaux et en fonction des indices BT désignés ci-dessus.

Lorsqu'une procédure d'actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune procédure d'actualisation avant celle d'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Les montants des acomptes et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de la T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

ARTICLE 5 – GARANTIES FINANCIERES

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5 % dans les conditions prévues aux articles R. 2191- 32 à 35 du Code de la Commande Publique (CCP).

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire (à joindre lors de la remise de la 1ère situation de travaux) dans les conditions prévues à l'article R. 2191- 36 du Code de la Commande Publique (CCP).

Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte sera prélevée sur l'acompte.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues à l'article R. 2191-42 du Code de la Commande Publique (CCP).

ARTICLE 6 – AVANCE

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance de 10% sera mandatée au titulaire dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

En cas de présentation d'un sous-traitant en cours de marché, le titulaire devra procéder au remboursement de la part d'avance correspondant de la prestation sous-traitée.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la Commande Publique (CCP).

ARTICLE 7 - PENALITES

7.1– Pénalités de retard

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucun seuil exonérateur pour l'application des pénalités de retard.

Ces pénalités ne sont susceptibles de s'appliquer que pendant la durée des travaux et jusqu'à la réception partielle.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de retard de 200 € HT par jour calendaire.

7.2– Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 000,00 Euros.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

7.3– Pénalités absences réunion de chantier

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, une pénalité de 150 € sera appliquée à tout Entrepreneur absent dûment convoqué.

7.4- Infractions aux prescriptions de chantiers

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles précédents et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation des infractions par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, et après notification écrite par compte rendu de chantier express d'avoir à exécuter impérativement la/les prescription(s) dans un délai précisé tenant compte des obligations en matière de sécurité.

Elles seront déduites des situations mensuelles.

a) Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : 300 € par jour calendaire de retard

b) Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 300 € par jours calendaire de constatation.

c) Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : 150 € par jour calendaire de retard.

d) Absence de dispositifs de nettoyage et décroûtage des engins avant sortie du chantier : 150 € par jour calendaire de retard.

e) Absence de bac décanteur avant rejet dans les égouts publics sur dispositifs de nettoyage et décroûtage des engins : 150 € par jour calendaire.

f) pénalité pour blocage d'une voie d'accès au parking : 500€/ jour ; blocage de l'accès complet 500€ / heure.

Dans le cas où, malgré l'application de ces pénalités pendant les délais fixés ci-avant, le Titulaire ne termine pas l'exécution de ses prestations, la Commune de Valbonne se réserve le droit de faire réaliser les prestations aux frais et risques du titulaire ou même de résilier le présent marché selon les dispositions indiquées à l'article 50 du CCAG.

7.5- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours à compter de la date de notification de la décision de réception, l'Entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier. En cas de retard, ces opérations entraîneront d'une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard.

7.6- Délais et retenues pour remise des documents

-retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (documents relatifs à la sécurité et à la protection des travailleurs, plan d'exécution, notes de calcul, notes techniques, études de détail, plan de synthèse, DOE ...) : 150€ par jour calendaire de retard

-retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 150€ par jour calendaire de retard.

7.7- Groupement

Dans le cas d'entrepreneurs groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités et les primes sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les primes ne sont pas payées et les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du représentant du pouvoir adjudicateur à l'égard des autres entrepreneurs.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINANCIERES

8-1 Monnaie de compte du marché

La monnaie de compte du marché est l'euro (€) pour toutes les parties prenantes (sous-traitants compris).

8-2 Mandatement

C'est la **date de réception de la facture** qui sert de point de départ au délai de mandatement (règle du service fait).

8-3 Demande de paiement

Les demandes de paiement (factures) seront transmises mensuellement. Elles sont à déposer sur le portail CHORUS. N° SIRET de la Commune : **210 601 522 00175**

Dématérialisation des factures

L'envoi des factures se fera par le biais du portail CHORUS.

A cette fin de dématérialisation, la collectivité est connectée à la solution **Chorus Pro**.

Cette solution technique mutualisée et gratuite est proposée aux entreprises et aux établissements publics à l'adresse suivante : **<https://chorus-pro.gouv.fr/>**

S'agissant des modalités de transmission et du contenu des demandes de paiements dématérialisées, il est fait application du Décret N° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Par dérogation à l'article 12.1 du CCAG-Travaux, les factures afférentes au marché, sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, comporteront les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, **le numéro du marché, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement** attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La date d'exécution des prestations ;

6° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés [Si la facture fait référence à un devis, celui-ci doit l'accompagner];

7° Le prix unitaire hors taxes des travaux réalisés **[ne pas omettre de fournir les prix révisés et de rappeler, le cas échéant la formule];**

8° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

8-4 Paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

Le délai légal de paiement est de trente (30) jours (conformément à la réglementation en vigueur, il sera adapté aux évolutions réglementaires).

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L.2192-10 à L.2192-14 et R.2192-12 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article L.2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article L.2192-13 alinéa 3 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, conformément à l'article D.2192-35 du code de la commande publique.

8-5 – Paiements des cotraitants et des sous-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le CCAP ou par un acte spécial.

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

Obligation d'information et de conseil

Dans le cadre de sa mission, le titulaire s'engage à informer la Commune de Valbonne de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur l'exécution du présent marché.

En vertu de son obligation de conseil, le titulaire s'engage également à inciter, recommander et préconiser des solutions adaptées aux besoins des services de la Commune de Valbonne.

Conformité aux normes

Les normes et spécifications techniques précisées au marché public sont celles en vigueur à la date de signature du marché par le titulaire.

Réglementation en vigueur

Le titulaire est tenu de respecter l'intégralité de la réglementation applicable aux travaux et prestations objets du présent marché, de mettre en œuvre et de se conformer à l'ensemble des dispositions en vigueur ainsi qu'à toutes les évolutions de ladite réglementation.

Il ne saurait se prévaloir de l'absence de référence, dans les pièces du marché et notamment au C.C.T.P, à un texte réglementaire, législatif ou à des normes pour prétendre s'y soustraire.

Toute modification, en cours d'exécution, de la réglementation, de la législation, ou des normes s'applique à compter de sa date d'effet. Le non-respect de cette obligation peut entraîner la résiliation sans indemnité du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Interlocuteur de la Commune

Le titulaire désigne un interlocuteur unique pour la Commune, qui dispose du savoir-faire et qui a compétence, qualité et autorité pour assurer notamment la conduite, la direction, la coordination, la réalisation, la gestion et le bon fonctionnement pour l'exécution de l'marché.

Obligations de la Commune

La Commune de Valbonne communique au(x) titulaire(s) les coordonnées de référents en charge du suivi du marché.

ARTICLE 10 - ASSURANCE

10.1– Assurance de responsabilité civile professionnelle

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, le titulaire fournira la preuve d'assurance pour les risques professionnels, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution. Il devra justifier qu'il est couvert par une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant l'exécution des prestations objets du marché en cours de validité.

10.1– Assurance de responsabilité civile décennale

Le Titulaire doit obligatoirement souscrire une assurance le couvrant pour la responsabilité pouvant être engagée sur le fondement de la prescription établie par les articles 1792 et suivants du Code Civil.

Le Titulaire doit fournir en début de chantier une attestation qui justifie qu'il a souscrit un contrat d'assurance en garantie décennale le couvrant pour la totalité des prestations

réalisées dans le cadre de ce marché. Cette attestation doit comporter a minima les mentions fixées par l'arrêté du 5 janvier 2016 fixant un modèle d'attestation d'assurance prévu par l'article L-243-2 du Code des Assurances (J.O 13 juillet 2016) – Art. A.243-2 à A.243-5 du Code des Assurances.

ARTICLE 11 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1– Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe les caractéristiques des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des clauses techniques particulières.

11.2– Préparation et coordination des travaux

11.2.1– Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 6 semaines décomposée comme suit :

- 2 semaines : Diagnostic, sondage, étude d'exécution
- 4 semaines : commande des produits.

Cette période débute à compter de la notification du marché.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'ouvrage 2 semaines avant démarrage du chantier.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifiée, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 7 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Pour information, la Commune de Valbonne applique un arrêté général sur les nuisances sonores. Aussi une interruption des travaux est obligatoire :

- entre 19h30 et 8h00 et également entre 12h00 et 13h30 du lundi au vendredi.
- entre 19h30 et 8h30 et également entre 12h00 et 13h30 le samedi
- toute la journée les dimanches et jours fériés

11.2.2– Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le coordonnateur SPS établit le Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (PGS). Ce document est un outil de prévention qui définit les mesures destinées à prévenir les risques découlant des interventions successives ou simultanées sur le chantier.

Il doit informer le maître d'ouvrage sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

11.3– Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail au maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

11.4– Installation et organisation du chantier

11.4.1– Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

11.4.2– Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

11.5– Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.5.1– Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

La gestion des déchets est à la charge exclusive de chaque titulaire.

11.5.2– Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

11.5.3– Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

11.6– Réception des travaux

11.6.1– Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux et l'article 3.1 du présent CCAP. Formulaires EXE4 et EXE8.

Les opérations feront l'objet d'un PV dressé sur le champ qui constatera en tant que de besoin :

- les éventuelles inexécutions des prestations prévues au marché
- les éventuelles imperfections ou malfaçons
- le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux
- l'achèvement des travaux

Au vu du procès-verbal des opérations préalables de réception, le maître de l'ouvrage prend dans le délai de 5 jours l'une des décisions suivantes :

- ☐ Le refus de prononcer la réception des travaux ;
- ☐ La réception des travaux ;
- ☐ La réception avec réserves ;
- ☐ La réception avec réfections ;
- ☐ La réception sous réserves.

Si le pouvoir adjudicateur prononce la réception du chantier, il fixe la date qu'il retient comme l'achèvement des travaux.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons dans le délai fixé par le maître d'œuvre.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

11.7 – Prolongation de délais

Conformément au C.C.A.G-Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé au delà de 15 jours d'intempéries, d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels mentionnés ci-après, dépassera son intensité limite et entraînera un arrêt de travail sur le chantier.

En cas de phénomènes climatiques entraînant un arrêt de travail sur le chantier ou l'absence de prise de fonction dès le matin, l'entrepreneur est tenu de le signaler aux Services Techniques de la Commune de Valbonne dans un délai d'une heure à compter de la prise de décision de quitter ou de ne pas se rendre sur le chantier.

Nature du phénomène Intensité limite et durée :

Précipitations si entre 6h et 18h : + de 4mm d'eau/m²

Refroidissement si température : < -2°C à 7h et l'est encore à 18h

Neige si entre 6h et 18h : + 4 mm d'eau/m² (ou équivalent en neige après fonte)

Vitesse du vent si entre 7h et 18h : vitesse >35 km/h (9.7m/seconde) pendant 5 h valable pour les grues

Gel si température : < - 2°C à 7h et l'est encore à 18 h

Canicule : ≥ à 31° le jour et 24° la nuit, durant 3 jours minimum

Station météo de référence : Bulletin Officiel de la Météorologie Nationale

ARTICLE 12 – GARANTIE DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG travaux, Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Pendant cette période garantie, le constructeur restera complètement responsable de la bonne tenue de ses ouvrages. Il sera tenu d'effectuer à ses frais, risques et périls, les remplacements, réparations et modifications des ouvrages reconnus défectueux par la suite de défauts de construction ou vice caché de matière, alors même que l'existence de défauts n'aurait pas été reconnue au cours de l'examen et des épreuves d'essais ou des réceptions. Les frais résultants des raisons ci-avant, seront entièrement imputables à la présente entreprise. Cela couvrira également les modifications et interventions visant à supprimer d'éventuelles fuites, infiltrations, trace d'humidité ou de condensation.

Les travaux font également l'objet d'une garantie décennale à compter de la réception complète de l'ouvrage.

ARTICLE 13 – RESILIATION

La résiliation du marché, pour faute du titulaire, intervient de plein droit et ne peut donner lieu à aucune indemnisation suivant les règles du CCAG-Travaux :

- par application des articles mentionnés au chapitre 7 du CCAG-Travaux,
- en cas de cession non approuvée par la personne publique.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG-Travaux, le marché public pourra être résilié après sa signature, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail conformément à l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

En sus de ces dispositions, le marché pourra être résilié, le cas échéant aux torts et aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 52 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 14 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Par application de l'article 52.2 du CCAG-Travaux, l'Acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun

retard (défaillance momentanée du titulaire), soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 15 – CESSION DU MARCHÉ

La cession du marché public ne pourra se faire sans autorisation expresse de Monsieur le Maire constatée par avenant.

ARTICLE 16 – MODIFICATIONS APORTEES A LA FORME JURIDIQUE DE L'ENTREPRISE

Toute modification apportée dans la forme juridique de l'entreprise du titulaire du marché devra être notifiée et transmise par lettre recommandée avec AR à l'adresse suivante :

Mairie de Valbonne
Direction des Finances
BP 109
06902 VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS

Ce courrier devra être accompagné des documents justifiant le changement intervenu, notamment des extraits de journaux d'annonces légales dans lesquels auront été publiées les modifications, un extrait du Registre du Commerce, ainsi qu'un nouveau Relevé d'Identité Bancaire (IBAN).

ARTICLE 17 – CLAUSES DE REEXAMEN

En application de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, le présent marché pourra être modifié, après transmission des justificatifs par le titulaire et après silence gardé par le pouvoir adjudicateur au delà de 5 jours ouvrés à compter de cette réception, sans qu'il soit besoin de l'acter par avenant dans les circonstances suivantes :

- Changement de la dénomination sociale de l'entreprise.

En cas de changement de dénomination sociale intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement, et tout justificatif le cas échéant. Cette attestation sera annexée à tout document (demande de paiement, etc...) qui ferait apparaître ce changement de dénomination.

- Changement des coordonnées bancaires de l'entreprise.

En cas de changement des coordonnées bancaires intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue d'en informer le pouvoir adjudicateur et de lui communiquer un nouveau RIB. Ce nouveau RIB annule et remplace le précédent RIB et devient contractuel.

- Changement d'adresse

En cas de changement de localisation géographique, d'adresse de l'entreprise et de changement du numéro SIRET intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement, et tout justificatif utile.

- Disparition d'un indice d'actualisation de prix

En cas de disparition d'un indice d'actualisation de prix, dans le cas où aucun indice de substitution n'est préconisé, un nouvel indice est choisi par la personne publique avec l'accord du titulaire et par échange de courrier.

ARTICLE 18 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

En application de l'article 4-2 du CCAG-Travaux, la remise de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité se fait sur demande expresse du titulaire à l'adresse suivante :

Mairie de Valbonne
Direction des Finances
BP 109
06902 VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS

En cas de cession de créance ou de nantissement le comptable assignataire est le suivant :

SERVICE DE GESTION COMPTABLE D'ANTIBES
2203 chemin de Saint Claude – CS 70323
06605 ANTIBES CEDEX

ARTICLE 19 – RECOURS

Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est le :

Tribunal Administratif de Nice
18 avenue des Fleurs - CS 61039 - 06050 Nice Cedex 1
Téléphone : 04 89 97 86 00
Courriel : greffe.ta-nice@juradm.fr
<http://nice.tribunal-administratif.fr>
Mention du site pour déposer un recours : <https://www.telerecours.fr>

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction des recours :

Service du Greffe du Tribunal Administratif de NICE
18 avenue des Fleurs - CS 61039 - 06050 Nice Cedex 1
Téléphone : 04 89 97 86 00
Courriel : greffe.ta-nice@juradm.fr
<http://nice.tribunal-administratif.fr>
Mention du site pour déposer un recours : <https://www.telerecours.fr>

Introduction des recours

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme.

Le Code de Justice Administrative français et la décision du Conseil d'Etat sont consultables sur le site : <http://www.legifrance.gouv.fr>.

ARTICLE 20 - DEROGATIONS

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- ☐ Dérogation aux articles 19.2.1, 19.2.2 et 19.2.3 du CCAG-Travaux par l'article 7.1 du présent CCAP
- ☐ Dérogation à l'article 12.1 du CCAG-Travaux par l'article 8-3 du présent CCAP